

Examen professionnel d'agent fiduciaire 2024 Moyens auxiliaires autorisés

Bases pour l'examen

Lors de l'examen, les candidats ne peuvent utiliser aucun moyen auxiliaire personnel (tel que lois, ordonnances, commentaires ou autres sources).

Les moyens auxiliaires suivants seront disposés dans la salle d'examen, sur les postes de travail, et pourront être emportés à la fin l'examen écrit :

- Code civil suisse (CC) – édition officielle
- Code des obligations suisse (CO) – édition officielle
- GYGAX/GERBER : Les lois fiscales fédérales (y compris Modèle de Convention de l'OCDE) ; recueil compact des lois fédérales suisses en matière fiscale
- Norme suisse relative au contrôle restreint (NCR)

Si des moyens auxiliaires de la liste suivante sont nécessaires pour résoudre l'examen, ils seront disposés dans la salle d'examen, sur les postes de travail, ou joints en annexe à l'examen concerné :

- Livrets législatifs de l'AVS y c. LAVS et RAVS – édition officielle
- Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) – édition officielle
- Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (Loi sur l'assurance-chômage, LACI) – édition officielle
- Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail, LTr) – édition officielle
- Code pénal suisse (CP) – édition officielle
- Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) – édition officielle
- Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain (LAPG) – édition officielle
- Loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC) – édition officielle
- Loi fédérale sur la protection des données (LPD) – édition officielle
- le cas échéant, d'autres bases légales

Calculatrices : Pour les examens écrits, des calculatrices électroniques alimentées par piles et sans fonction d'écriture sont admises pendant les épreuves écrites à condition qu'on ne puisse pas y mémoriser des textes entiers.

Outils de rédaction : Outre les outils de rédaction personnels (crayon à papier, etc.), un stylo indélébile est indispensable.

Si d'autres lois, directives ou tableaux sont nécessaires pour résoudre certains exercices, ils seront joints aux exercices correspondants.

Une violation des directives ci-dessus peut entraîner une exclusion de l'examen. La décision incombe à la Commission d'examen. Jusqu'à ce que celle-ci ait arrêté une décision formelle, les candidates et candidats ont le droit de passer l'examen sous toutes réserves (art. 4.33 f du règlement d'examen).

Avril 2024

La Présidente de la commission d'examen
Gabriela Röthlin Desbiolles